

PFAS : « Que dois-je dire aux familles de mes 240 résidents ? », s'interroge le directeur général de la Pommeraie à Ellignies-Saint-Anne

Ce mercredi, c'était au tour des habitants de Beloeil et de Leuze-en-Hainaut d'être face à la ministre Tellier pour lui poser toutes leurs questions concernant l'affaire de la contamination de l'eau aux PFAS. Parmi eux, le directeur général de la Pommeraie a interpellé la ministre.



La ministre a répondu aux citoyens. - B.L.

Par **Céline Delcroix**

Journaliste Nord EclairPublié le 30/11/2023 à 17:27

Ce mercredi soir avait lieu la troisième et dernière réunion citoyenne concernant le scandale des PFAS. Après Ormeignies pour les citoyens d'Ath puis Vaudignies pour les Chiévrais, c'est au centre La Pommeraie d'Ellignies Saint-Anne que s'est rendue la ministre Céline Tellier pour rencontrer les citoyens des communes de Beloeil et de Leuze-en-Hainaut. Près de 230 personnes avaient fait le déplacement. Beaucoup d'entre-elles ont pu poser leurs questions, qui concernaient notamment des inquiétudes liées à la santé.

Le bourgmestre de Beloeil Luc Vansaingèle a bien sûr assisté à la rencontre et semble satisfait de cette réunion. « Cela s'est bien passé, dans le calme. Il faut aller de l'avant et le plus important pour moi, c'est de régler le problème sur le plan sanitaire. On s'est focalisé sur la communication et certes, il y a eu des manquements mais ce sont les risques pour la santé qui doivent être analysés. La ministre a répondu à toutes les questions mais il reste un gros travail à faire : déterminer les aspects sanitaires du problème et l'impact sur la santé des citoyens. J'ai appris qu'il y aurait quand même des analyses sanguines pour les 12.000 personnes concernées, et pas seulement pour les Chiévrais qui se trouvent dans la ZIP. C'est un point positif ! La prochaine étape, ce seront donc ces investigations sur le plan sanitaire mais on ne nous a pas donné de délai. Cela va prendre du temps ».



Les habitants s'inquiètent pour leur santé. - B.L.

Le directeur général de la Pommeraie a interpellé la ministre

Parmi les personnes présentes se trouvait Eric Lenz, directeur général de la Pommeraie. Il représentait les 220 membres du personnel et les 240 résidents de l'institution. Ces derniers ont bu cette eau contaminée. « Quand le scandale est sorti, j'avais déjà contacté le cabinet de la ministre avant que l'émission télévisée ne soit diffusée. Nous avons au sein de la Pommeraie une population qui est plus fragile et j'étais étonné de ne pas avoir été mis au courant. Je dois contacter 240 familles et 220 membres du personnel et leur apporter des réponses. Le cabinet m'avait alors répondu rapidement, dans les 12 heures ».

Eric Lenz attendait cette rencontre ce mercredi pour pouvoir directement interpellé la ministre car il estime qu'il y a deux poids deux mesures entre ce qui est exigé des citoyens et institutions et ce que les instances politiques se permettent. « Il y a 220 membres du personnel qui travaillent à la Pommeraie. Tous n'habitent pas à proximité et dans les zones concernées. Quid du suivi de ces personnes ? Ensuite, j'ai aussi la responsabilité de 240 résidents adultes soit autant de familles qui s'inquiètent. La Pommeraie se veut institution citoyenne et prépare 350 repas par jour par notre équipe personnelle. Quand j'ai un contrôle de l'AFSCA, nous devons réagir rapidement aux injonctions de qualité et respect des normes. Au risque d'un refus d'exploiter. Ce n'est que normal. Lorsque je dois mettre aux normes les évacuations de l'eau de la piscine pour l'hydrothérapie, je m'exécute dans un délai imparti. Au risque d'amendes. Et c'est tout à fait logique. Ce qui est dommage, c'est que dans l'autre sens, l'Administration au sens large, ne fait pas de même et certainement pas en termes de délai. On a l'impression d'être dans un système où le service public n'est plus au service du public mais plutôt l'inverse. Je terminerai par insister sur le fait que les citoyens ont besoin des politiques mais que les politiques ont besoin des citoyens ».



Plus de 200 personnes dans la salle. - B.L.

Tel était le message du directeur général envers Céline Tellier. « Je n'attendais pas forcément de réponse mais j'espère qu'elle rapportera cela aux instances politiques. Je regrette aussi qu'on n'ait pas eu de réponses claires sur certains sujets, comme le fait de pouvoir ou non consommer ce qu'on a dans notre jardin »